

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/9621  
29 janvier 1970  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 JANVIER 1970, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT D'ISRAEL

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre qui vous a été adressée le 26 janvier 1970 par le représentant permanent du Liban (S/9617).

Cette lettre fait état d'une attaque qu'Israël aurait lancée sur le territoire libanais le 25 janvier. Les faits sont différents. Dans la nuit du 24 au 25 janvier, le village israélien de Zar'it, situé sur la ligne de cessez-le-feu à environ 12 km de la côte méditerranéenne, a été bombardé du territoire libanais, apparemment par les forces irrégulières, qui utilisent de vastes zones du Liban du Sud comme base d'agression contre Israël. Les forces de défense israéliennes ont riposté en direction des assaillants.

A cet égard, on notera que les organisations terroristes établissent fréquemment leurs bases d'entraînement et d'attaque dans des villages libanais. Le Gouvernement du Liban, qui les y autorise, doit être considéré comme pleinement responsable des conséquences.

La complicité du gouvernement dans la campagne d'agression menée à partir du territoire libanais contre Israël est bien connue. Elle a été récemment réaffirmée par le Premier Ministre du Liban, M. Rashid Karame, qui a déclaré le 19 janvier 1970 après une rencontre avec le chef d'El Fatah :

"Lors de ma rencontre avec Yasser Arafat, nous avons discuté de la situation actuelle et de la nécessité de coopérer dans l'intérêt général."

La coopération **entre** les autorités libanaises, y compris l'armée libanaise, et les organisations terroristes a été largement signalée par les organes d'information internationaux. Dans les mois récents, et en particulier à la suite de l'accord du Caire du 3 novembre 1969 qui a établi la coopération entre les organisations terroristes et le Gouvernement libanais, ce dernier s'est associé à la

politique d'hostilité active contre Israël poursuivie par d'autres Etats arabes en violation du cessez-le-feu. Le représentant du Liban a maintenant adopté lui aussi le langage employé par la propagande arabe connue pour ses injures sans retenue, son mépris de la vérité et une étrange croyance en la crédulité de ceux à laquelle elle est adressée. Qualifier, comme le fait la lettre du Liban, la présence sur le sol libanais d'organisations terroristes qui se livrent au meurtre des civils israéliens innocents, de "présence des réfugiés palestiniens sur le sol libanais" est le comble du cynisme et de l'insolence.

La lettre du représentant du Liban paraît indiquer que son gouvernement entend laisser les attaques armées contre Israël se poursuivre à partir du territoire libanais tout en attendant d'Israël qu'il s'abstienne de prendre toute mesure de défense. Le Gouvernement libanais n'ignore cependant pas que le Gouvernement israélien, comme n'importe quel gouvernement, doit protéger son territoire et ses citoyens. Comme je l'ai souligné dans mes lettres précédentes au Président du Conseil de sécurité, la continuation de l'agression à partir du territoire libanais a créé une situation intolérable devant laquelle Israël doit réserver son droit de légitime défense.

J'ai l'honneur de demander que la présente lettre soit distribuée comme document officiel du Conseil de Sécurité.

Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent d'Israël  
auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) Yosef TEKOAH

---